

Ce qui va changer avec la création de la Banque des régions, selon Labid Zaâfrane



La Banque des régions, dont la création est annoncée pour le début de l'année 2019, se basera sur un nouveau schéma économique en matière de financement des entreprises.

C'est ce qu'a indiqué le PDG de la Banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME), Labid Zaâfrane, dans une interview accordée à l'agence TAP.

Selon lui, cette nouvelle banque garantira davantage d'encadrement aux promoteurs et un examen plus approfondi des dossiers avant leur adoption, en vue de minimiser les risques.

La Banque des régions, prévue par le projet de loi de finances 2019, accordera des lignes de financement aux banques commerciales, appelées à jouer le rôle d'intermédiaire en termes d'octroi de crédits aux personnes voulant créer des projets et ayant obtenu l'accord de la banque des régions.

Ces personnes doivent également répondre à toutes les conditions relatives aux études du coût réel des projets, ainsi qu'aux garanties présentées, a-t-il encore souligné.

Dans ce cadre, assure Zaâfrane, la Banque des régions qui remplacera la BFPME, créée en 2005, jouera un rôle de premier plan dans la relance de la croissance et évitera les défaillances de la BFPME, dont les créances douteuses s'élèvent à 150 millions de dinars (MDT).

En effet, explique Zaâfrane, près de 40% des projets que la BFPME a financés depuis sa création en 2005 et jusqu'au mois d'octobre 2018 ont échoué. Cet échec est essentiellement dû au manque de formation des promoteurs qui se hâtent d'obtenir des crédits sans se soucier de l'élaboration des études de marché.

En plus, les jeunes promoteurs ont du mal à déterminer le coût réel de leurs projets et n'optent pas pour des partenariats qui permettraient de partager les charges, outre leur faible participation au capital du projet et le manque de liquidités à leur disposition, détaille le pdg de la BFPME.

Avant 2011, "nous étions en mesure de refuser plusieurs projets à haut risque et qui ne présentaient pas de garanties réelles pour la banque, mais la pression politique exercée par l'ancien régime pour des raisons de propagandes liées à l'élection présidentielle de 2009 a eu un impact négatif sur les équilibres financiers de la banque".

De ce point de vue, Labid Zaâfrane pense que la Banque des régions est une bonne chose, en ce sens qu'elle pourrait constituer la locomotive du processus de développement et de création de projets. Avec l'objectif de préserver la pérennité des entreprises, renforcer leur compétitivité.



En outre, une fois créée, elle absorbera la BFPME et la Société tunisienne de garantie (SOTUGAR). Ainsi, la BFPME, avec ses 132 fonctionnaires dont 70% de cadres, mettra son expérience à la disposition des banques commerciales qui vont coopérer avec cette nouvelle institution de crédits.

Zaâfrance estime du reste que les banques commerciales, contrairement à la BFPME spécialisée dans le financement de projets de développement, ne possèdent pas une expérience suffisante dans le financement des projets de développement, jugés très risqués, ce qui explique la nature de leurs activités basée sur l'octroi de crédits à moyen et à long termes et sur le financement de projets moins risqués, pour garantir les bénéfices et éviter les pertes.

Quand on lui pose la question de savoir si les banques commerciales accepteront de financer des projets de développement à haut risque dans les régions, le pdg de la BFPME répond qu'elles n'auront de choix que d'adhérer au processus de développement et de booster l'investissement dans le pays. D'où le rôle de la Banque des régions qui assurera les ressources financières suffisantes leur permettant de jouer pleinement leur rôle en matière de financement de projets".

Par ailleurs, il explique qu'une partie du capital de la Banque des régions (400 millions de dinars) sera financée par l'Etat, le reste du capital sera assuré par la Banque allemande de développement (KfW), la Banque européenne d'investissement et d'autres partenaires.

[Source : WMC](#)